

VIDEOMUSEUM

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

6, rue Beaubourg

75004 - PARIS

SIRET : 382 301 794 00030 - APE : 9499Z

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Max Alain OBADIA
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 - LE CHESNAY
Tel. : 01 39 54 95 95
Fax. : 01 39 54 95 00
maobadia@contralto.fr

VIDEOMUSEUM

6, rue Beaubourg

75004 - PARIS

SIRET : 382 301 794 00030 - APE : 9499Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

VIDEOMUSEUM

Association régie par
la loi du 1^{er} juillet 1901
6, rue Beaubourg
75004 - PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association VIDEOMUSEUM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Ma



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la réalité et la sincérité de la trésorerie de l'association VIDEOMUSEUM ainsi que la cohérence et la dépréciation de ses actifs immobilisés, ces postes représentant l'essentiel des actifs de l'association. Nous nous sommes également assurés du caractère raisonnable de l'évaluation des autres actifs et passifs de l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels, dont le total du bilan s'élève à 516 197 euros et dont le compte de résultat se solde par un excédent de 45 357 euros, ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

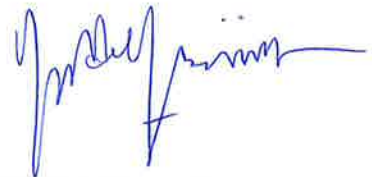
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Chesnay, le 13 juin 2024



Le Commissaire aux Comptes
Max Alain OBADIA

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles	705 927	705 927		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	287 125	245 059	42 066	21 130
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	993 053	950 986	42 066	21 130
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	12 080		12 080	3 778
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	429 505		429 505	444 865
Charges constatées d'avance	32 546		32 546	29 147
TOTAL III	474 131		474 131	477 790
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 467 184	950 986	516 197	498 920

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 62, rue de Versailles
 78150 LE CHESNAY
 Tél. : 01.39.54.95.95
 Fax : 01.39.54.95.00
 ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	334 063	319 139
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	45 357	14 923
Situation nette	379 420	334 063
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	379 420	334 063
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 132	25 529
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	120 420	137 732
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 225	1 596
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	136 778	164 857
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	516 197	498 920

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	755 740	707 980
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	268 000	215 333
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	230	129
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	4	2
TOTAL I	1 023 974	923 444
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	427 409	358 795
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	23 310	16 186
Salaires et traitements	372 532	356 928
Charges sociales	141 611	134 524
Dotations aux amortissements et dépréciations	13 749	42 079
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6	9
TOTAL II	978 617	908 521
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	45 357	14 923
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	45 357	14 923

OBADIA
max-alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 023 974	923 444
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	978 617	908 521
EXCÉDENT OU DÉFICIT	45 357	14 923

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 62, rue de Versailles
 78150 LE CHESNAY
 Tél. : 01.39.54.95.95
 Fax : 01.39.54.95.00
 ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Annexe

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| • Logiciels | 1 à 8 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 0€

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	705 927		
TOTAL	705 927		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	57 260		3 357
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	195 179		31 329
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	252 440		34 686
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	958 367		34 686

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			705 927	
TOTAL			705 927	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagt. divers			60 617	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			226 508	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			287 125	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			993 053	


OBADIA
 max-alain
 EXPERT COMPTABLE
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 62, rue de Versailles
 78150 LE CHESNAY
 Tél. : 01.39.54.95.95
 Fax : 01.39.54.95.00
 ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	705 927			705 927
TOTAL	705 927			705 927
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	53 504	3 252		56 756
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	177 806	10 498		188 303
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	231 310	13 749		245 059
TOTAL GÉNÉRAL	937 237	13 749		950 986

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

OBADIA
max alan

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma:obadia@max-alain-obadia.fr

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 200	3 200	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	8 880	8 880	
Charges constatées d'avance	32 546	32 546	
TOTAL	44 626	44 626	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 132	12 132		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	30 072	30 072		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69 763	69 763		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	20 586	20 586		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	4 225	4 225		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	136 778	136 778		

OBADIA
max alan

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 132	25 529
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	60 596	76 016
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	72 728	101 545

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	8 880	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	8 880	

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	32 546	29 147
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		32 546	29 147

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma.obadia@max-alain-obadia.fr

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		268 000				268 000
Subventions d'investissement						
TOTAL		268 000				268 000

OBADIA
max alain

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
62, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01.39.54.95.95
Fax : 01.39.54.95.00
ma:obadia@max-alain-obadia.fr

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	319 139		14 923		334 063
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau					
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	14 923				45 357
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	334 063		14 923		379 420
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	334 063		14 923		379 420

Commentaires : néant

OBADIA
max alan
 EXPERT COMPTABLE
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 62, rue de Versailles
 78150 LE CHESNAY
 Tél. : 01.39.54.95.95
 Fax : 01.39.54.95.00
 ma.obadia@max-alain-obadia.fr

VIDEOMUSEUM

6, rue Beaubourg

75004 - PARIS

SIRET : 382 301 794 00030 - APE : 9499Z

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

VIDEOMUSEUM

Association régie par
la loi du 1^{er} juillet 1901
6, rue Beaubourg
75004 - PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article L. 612-5 du Code de Commerce, précisé par l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Au titre de l'année 2023, les cotisations suivantes ont été appelées par VIDEOMUSEUM auprès de ses membres :

- Centre National des Arts Plastiques, représenté par Mme Béatrice Salmon et Mme Aude Bodet, pour le Fonds National d'Art Contemporain, pour un montant de 83 500 € ;
- Centre Pompidou, représenté par Mme Julie Narbey et M. Xavier Rey, pour le Musée National d'Art Moderne, pour un montant de 83 500 € ;
- Musée National Picasso-Paris, représenté par Mme Cécile Debray, Présidente, pour un montant de 14 800 € ;





- Musées Nationaux du XXème siècle des Alpes-Maritimes, représentés par Mme Anne Dopffer, pour un montant de 15 400 € ;
- Musée National de l'Orangerie, représenté par Mme Claire Bernardi, Directrice, pour un montant de 7 900 € ;
- Établissement Public Paris Musées, représenté par Mme Anne-Sophie de Gasquet pour Paris Musées, et M. Fabrice Hergott pour le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, pour un montant de 62 700 € ;
- Ville de Paris, représentée par M. Jean-Christophe Arcos, Chef du Bureau des arts visuels, pour le Fonds municipal d'art contemporain, pour un montant de 21 000 € ;
- Ville de Grenoble, pour le Musée de Grenoble, représentée par M. Guy Tosatto, Directeur du Musée, pour un montant de 14 800 € ;
- Ville de Marseille, pour le Musée Cantini, le Musée d'art contemporain et le Fonds municipal d'art contemporain, représentée par M. Nicolas Misery, Directeur des Musées de Marseille, pour un montant de 14 800 € ;
- Ville de Nantes, pour le Musée d'arts, représentée par Mme Johanna Rolland, Maire, pour un montant de 14 800 € ;
- Ville de Nice, pour le Musée d'art moderne et contemporain, représentée par M. Robert Roux, Délégué aux Musées et à l'art moderne et contemporain, pour un montant de 7 900 € ;
- Saint-Étienne Métropole, pour le Musée d'art moderne et d'art contemporain, représentée par Mme Aurélie Voltz, Directrice, pour un montant de 14 800 € ;
- Ville et Euro-Métropole de Strasbourg, pour le Musée d'art moderne et le Musée Tomi Ungerer, représentées par Mme Jeanne Barseghian, Maire, pour un montant de 14 800 € ;
- Les Abattoirs à Toulouse, représentés par Mme Annabelle Ténèze, Directrice, pour un montant de 7 900 € ;
- Mac/Val, Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, représenté par Mme Mélanie Novak, Conseillère départementale, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds Régional d'Art Contemporain de Bretagne, représenté par M. Jean-Loup Lecoq, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds Régional d'Art Contemporain de Picardie, représenté par Mme et M. Guerlain, Présidents, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds Régional d'Art Contemporain Provence-Alpes-Côte d'Azur, représenté par Mme Caroline Pozmentier-Sportich, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds Régional d'Art Contemporain Poitou-Charente, représenté par M. Alexandre Bohn, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée des Impressionnistes de Giverny, représenté par M. Cyrille Sciama, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Mucem, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, représenté par Mme Hélia Paukner, Conservatrice, pour un montant de 1 850 € ;
- Ville de Rennes, pour le Musée des Beaux-Arts, représentée par Mme Nathalie Appéré, Maire, pour un montant de 980 € ;

1 A2



- Ville de Dole, pour le Musée d'art contemporain, représentée par M. Samuel Monier, Directeur par interim, pour un montant de 980 € ;
- Amiens Métropole, pour le Musée de Picardie, représentée par M. Pierre Stepanoff, Directeur, pour un montant de 980 € ;
- Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, pour le CDAC93, représenté par M. Karim Bouamrane, Vice-Président du Conseil départemental, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville d'Antibes, pour le Musée Picasso, représenté par M. Jean Leonetti, Maire, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Bordeaux, pour le CAPC Musée d'art contemporain, représentée par M. Pierre Hurmic, Maire, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville du Cannet, pour le Musée Bonnard, représentée par M. Yves Pigrenet, Maire, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Lyon, pour le Mac, représentée par M. Grégory Doucet, Maire, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Rochechouart, pour le Musée départemental d'art contemporain, représenté par M. Jean-Claude Leblois, Président du Conseil départemental, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Roubaix, pour La Piscine, Musée d'art et d'industrie André Diligent, représenté par M. Guillaume Delbar, Maire, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Alsace, représenté par M. Pascal Mangin, Président du Frac Alsace, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Aquitaine, représenté par M. Bernard de Montferrand, Président, pour un montant de 7 800 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Bourgogne, représenté par M. Daniel Malingre, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Champagne-Ardenne, représenté par Mme Vitalie Taittinger, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain de Corse, représenté par M. Fabien Danesi, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Franche-Comté, représenté par M. Patrick Ayache, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Île-de-France, représenté par Mme Béatrice Lecouturier, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Occitanie - Montpellier, représenté par Mme Patricia Carette, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain-Artothèque du Limousin, représenté par M. Frédéric Bernardaud, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Lorraine, représenté par Mme Roselyne Bouvier, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- Fonds régional d'art contemporain Grand-Large Hauts de France, représenté par M. Jean-Baptiste Tivolle, Président, pour un montant de 7 900 € ;



- Fonds régional d'art contemporain Normandie, représenté par M. Patrick Gomont, Président, pour un montant de 14 800 € ;
- Fonds régional d'art contemporain des Pays de la Loire, représenté par M. Henri Griffon, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- Carré d'Art - musée d'art contemporain de Nîmes, représenté par Mme Sophie Roulle, Présidente, pour un montant de 7 900 € ;
- IAC, Institut d'Art Contemporain – Villeurbanne, Rhône-Alpes, représenté par M. Jean-Patrice Bernard, Président, pour un montant de 7 900 € ;
- LaM, Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut représenté par M. Sébastien Delot, Directeur, pour un montant de 14 800 € ;
- Musée des Arts Contemporains de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Grand-Hornu, Hornu (Belgique), représenté par M. Denis Gielen, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée d'art moderne de Céret, représenté par Mme Nathalie Gallissot, Directrice, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée Matisse, Le Cateau-Cambrésis, représenté par M. Christian Poiret, Président du Conseil départemental du Nord, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée Soulages, Rodez, représenté par M. Alfred Pacquement, Président de l'EPCC Soulages, pour un montant de 7 900 € ;
- Conseil départemental du Var, pour l'Hôtel des Arts de Toulon, représenté par M. Ricardo Vazquez, Président du Conseil départemental du Var, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée Château d'Annecy, représenté par M. Lionel François, Directeur, pour un montant de 980 € ;
- Centre international de recherche sur le verre et les arts plastiques, Cirva, Marseille, représenté par M. Stanislas Colodiet, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Centre Hospitalier Sainte-Anne, pour la collection Sainte-Anne, représenté par Mme Anne-Marie Dubois, Responsable scientifique, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Bordeaux, pour la collection du MADD, Musée des Arts Décoratifs, représentée par Mme Constance Rubini, Directrice, pour un montant de 980 € ;
- Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, pour le MRAC Sérignan, Musée Régional d'Art Contemporain, représentée par M. Clément Nouet, Directeur, pour un montant de 7 900 € ;
- Région Pays-de-la-Loire, pour le Musée d'art moderne de Fontevraud, représentée par Mme Dominique Gagneux, Directrice, pour un montant de 7 900 € ;
- Musée national de Monaco, représenté par M. Björn Dahlström, Directeur, pour un montant de 14 800 € ;
- Conseil départemental des Vosges, pour le Musée départemental d'art ancien et contemporain, représenté par M. Thierry Dechezleprêtre, Responsable des Collections, pour un montant de 980 € ;
- Etablissement public du Palais de la Porte Dorée, pour le Musée national de l'histoire de l'immigration, représenté par M. Sébastien Gokalp, Directeur, pour un montant de 980 € ;

- Etablissement public de Coopération Intercommunal de Saint-Quentin-en-Yvelines, pour le musée de la Ville, représenté par M. Frédéric Debussche, Président, pour un montant de 980 € ;
- Centre des Monuments Nationaux, pour les collections d'art moderne et contemporain de l'Abbaye de Beaulieu-en-Rouergue, représenté par M. Philippe Bélaval, Président, pour un montant de 1 850 € ;
- Fonds Régional d'art contemporain Centre Val-de-Loire, représenté par M. Abdelkader Damani, Directeur, pour un montant de 21 000 € ;
- Fonds Régional d'art contemporain de La Réunion, représenté par Mme Béatrice Binoche, Directrice, pour un montant de 7 900 € ;
- Ville de Vénissieux, pour la collection du Centre d'Art Madelaine Lambert, représentée par Mme Michèle Picard, Maire, pour un montant de 7 900 €.

L'ensemble de ces cotisations a été appelé au cours de l'année 2023. Tous les membres, administrateurs ou anciens administrateurs ci-dessus sont concernés par cette convention.

Le Chesnay, le 13 juin 2024



Max Alain OBADIA
Commissaire aux Comptes